

**MINISTÈRE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES**

**DIRECTION DES ARCHIVES**

**NATIONS UNIES ET  
ORGANISATIONS INTERNATIONALES**

**Secrétariat des Conférences :  
documents réservés**

**1945-1959**

**372QOSUP**

**Répertoire numérique détaillé**

par Emmanuelle JOUINEAU, responsable de fonds,

assistée de Thelma LORENTZ, stagiaire

**La Courneuve, 2019 – révisé en 2024**

**Nations Unies et organisations internationales**  
**Secrétariat des Conférences : documents réservés**  
**1945-1959**

**372QOSUP**

**Référence :** FRMAE 372QOSUP

**Intitulé :** Nations Unies et organisations internationales. Secrétariat des Conférences : documents réservés, 1944-1959.

**Dates prépondérantes :** 1945-1959

**Dates extrêmes :** 1945-1959

**Niveau de description :** fonds

**Présentation, importance matérielle et support :** 10 articles (cartons), soit 1,15 mètres linéaires.

**Producteur :** Ministère des Affaires étrangères/Secrétariat des Conférences

**Service versant :** Ministère des Affaires étrangères/Direction des Nations Unies et des organisations internationales

**Modalités d'entrée :** Documents sensibles et classifiés extraits en 1997 du fonds 372QO, versement administratif entré aux Archives diplomatiques en janvier 1977.

**Histoire administrative :** Le Secrétariat des Conférences, créé en 1944 après la Libération et officialisé dans l'organigramme du Département en 1945, est directement placé auprès du Secrétaire général du Quai d'Orsay. Les hauts fonctionnaires qui le dirigent sont chargés de suivre la mise en place d'une nouvelle diplomatie multilatérale née de la Seconde Guerre mondiale, devant succéder à l'ancienne Société des Nations (SDN), et d'y représenter la France. Les grandes conférences internationales qui réunissaient les pays Alliés depuis août 1941<sup>1</sup>, à l'initiative de Winston Churchill et de Franklin Roosevelt, auxquels sont associés Joseph Staline, puis le général De Gaulle pour le gouvernement de la France libre, ont abouti le 26 juin 1945 à la Charte des Nations Unies, signée par 51 États, et en octobre suivant à la naissance de l'Organisation des Nations Unies. Plus d'une dizaine d'organisations vont naître dans le sillage de l'ONU entre 1945 et 1955 (UNESCO, FAO, ONUDI, OIT, OACI, OMS, UNICEF..., qui constituent le « système onusien »), auprès desquelles la France nomme des délégations diplomatiques, et des fonctionnaires relevant d'un nouveau statut international. Le Secrétariat des Conférences doit également préparer la participation des gouvernements français d'après-guerre aux conférences de paix, ainsi qu'aux sessions du Conseil des ministres des Affaires étrangères (CMAE), instance diplomatique née après Potsdam à l'été 1945, et qui se réunira jusqu'en 1959<sup>2</sup>.

---

<sup>1</sup> En tout 21 conférences : depuis celle « de l'Atlantique » du 9 au 12 août 1941 entre Churchill et Roosevelt, sur un croiseur au large de Terre-Neuve, jusqu'à celle de Potsdam, du 17 juillet au 2 août 1945, avec Churchill puis Clement Atlee, Staline et Harry Truman, ce dernier ayant succédé à la Maison-Blanche à Franklin Roosevelt, décédé en avril. L'histoire a notamment retenu les conférences de Moscou (1941, 1942, 1943, 1944), de Washington (1941, 1942, 1943), de Casablanca et du Caire (1943), de Québec et de Téhéran (1943, où sont décidés le débarquement de troupes alliées en Normandie et l'opération Overlord, prévus l'année suivante), puis de Yalta en février 1945, où Roosevelt, Churchill et De Gaulle se préoccupent de la progression de l'Armée Rouge en Europe centrale et orientale. Mais aussi celle de Bretton Woods (juillet 1944), qui crée le FMI et la BIRD ; et celles de Dumbarton Oaks (août 1944) et de San Francisco (avril-juin 1945), qui aboutissent à la création de l'Organisation des Nations Unies.

<sup>2</sup> Le CMAE a rassemblé les ministres des Affaires étrangères des cinq principales puissances d'après-guerre : la Chine, les États-Unis, la France, le Royaume-Uni et l'Union soviétique. Elle se réunira encore en juin 1972 (accord quadripartite sur le statut de Berlin), puis de mai à septembre 1990, avec le dernier gouvernement de la RDA, pour un traité réglant la question de l'Allemagne, réunifiée en octobre.

**Nations Unies et organisations internationales**  
**Secrétariat des Conférences : documents réservés**  
**1945-1959**

**372QOSUP**

En parallèle, toutes les questions multilatérales dans les champs de la défense et de la sécurité sont attribuées à un autre service, celui des Pactes et du Désarmement, en charge du suivi de l'UEO et de l'OTAN (née en avril 1949), et des relations avec l'organisation du Pacte de Varsovie, créée en mai 1955.

En 1959, quinze ans après le lancement de cette nouvelle dynamique multilatérale, le Secrétariat des Conférences est remanié pour devenir la Direction des Nations Unies et des organisations internationales (NUOI). Depuis cette date, la direction NUOI est rattachée à la Direction générale des Affaires politiques et de sécurité, elle-même placée sous l'autorité du Secrétariat général du Quai d'Orsay. Elle se consacre au suivi des travaux menés non seulement par les institutions de l'ONU, mais aussi la CEE devenue UE, et à coordonner la contribution des délégations de diplomates français au sein des représentations permanentes (RP) auprès des organisations multilatérales.

**Historique du versement et de la conservation :** Le fonds d'origine, 372QO, est entré en janvier 1977 sous le numéro 518INVA. L'état de versement, qui date de 1974, a été repris en septembre 1997 par Annie Boucher à l'occasion de réintégration de dossiers. Des documents sensibles et classifiés ont alors été extraits et réservés à part, pour constituer le fonds complémentaire 372QOSUP. En février 2019, une liste sommaire de ces réservés a été établie par Céline Brugeat-Peuffier, vacataire, avec la référence des numéros de cartons d'origine du 372QO. La description complète (avec indication de la cotation interne des dossiers, suivant le cadre de classement des archives du Secrétariat des Conférences), la vérification définitive de communicabilité des documents, leur reconditionnement et la finalisation de l'instrument de recherche ont été effectués en 2024 par Emmanuelle Jouineau, responsable des fonds du multilatéralisme à la direction des Archives, assistée de Thelma Lorentz, stagiaire. La majorité des dossiers de ce fonds sont désormais communicables ; à l'exception de ceux mentionnés dans l'inventaire : en particulier deux dossiers relatifs à l'Algérie, soumis au délai de libre communicabilité de 75 ans (*cf. rubrique « Conditions d'accès »*).

**Présentation du contenu :** Ces documents extraits des dossiers produits par l'ancien Secrétariat des Conférences entre 1945 et 1959 se rapportent aux sujets suivants :

- Fonctionnement des Nations Unies : Conseil économique et social, Conseil de Sécurité, Secrétariat général, personnels onusiens.
- Débats, au sein de ces instances, relatifs à diverses affaires internationales de l'époque : Allemagne, Espagne, Grèce, Liban, Palestine, Corée et autres pays d'Asie ; désarmement et affaires atomiques.
- Questions de décolonisation : Égypte, Somalie, Portugal, Algérie, Tunisie, Maroc, Togo-Cameroun.

**Mode de classement :** Classement par ordre des cartons du 372QO dont sont issus les documents, et selon le cadre de classement originel des dossiers du Secrétariat des Conférences.

**Sources complémentaires :** Voir aux Archives diplomatiques les fonds produits par l'administration centrale des Affaires étrangères relatifs à la diplomatie multilatérale durant le XX<sup>e</sup> siècle :

- 242QO : Société des Nations, 1917-1940
- 242QOSUP : Société des Nations. Photostats complémentaires, 1919-1940

**Nations Unies et organisations internationales**  
**Secrétariat des Conférences : documents réservés**  
**1945-1959**

**372QOSUP**

- 372QO : Secrétariat des Conférences. Dossiers thématiques et géographiques, 1944-1959

**Note :** Les 10 articles (cartons) de ce fonds 372QOSUP sont numérotés de 1 à 10.

**Conditions d'accès :** Selon les dispositions du Code du patrimoine, article L 213-2. Le délai de 50 ans est appliqué pour les documents portant atteinte au secret de la défense nationale, aux intérêts fondamentaux de l'État dans la conduite de la politique extérieure, à la sûreté de l'État, à la sécurité publique, à la sécurité des personnes, et à la protection de la vie privée. Celui de 75 ans est appliqué pour les documents relatifs aux enquêtes réalisées par les services de la police judiciaire, et aux affaires portées devant les juridictions.

**Conditions de reproduction :** La reproduction est libre pour les documents communicables dans les conditions prévues par le règlement de la salle de lecture.

**Langue des documents :** français majoritaire.

**Contrôle de la description :** Céline Brugeat-Peuffier, vacataire ; Emmanuelle Jouineau, responsable des fonds du multilatéralisme à la direction des Archives.

**Date de la description :** 2019, révisée en 2024.

**Nations Unies et organisations internationales**  
**Secrétariat des Conférences : documents réservés**  
**1945-1959**

**372QOSUP**

**1 Documents extraits des cartons 372QO/1 à 100. –**

**1945-1959**

- S.53.2     **Conférence de Londres de novembre 1947** : contre-ingérence politique sur la position allemande (notice technique) (23 février 1948).
- S.53.2     **Enquête sur la collaboration présumée de M. Witte** (avril-juin 1947).
- S.54.4.3    **Conférence des ministres des Affaires étrangères (CMAE), Genève, mai 1959** : enquête sur les campagnes d'opinion et d'intoxication de la conférence (28 mai 1959).
- S.6.4.1     **Affaire Blanche** : mission de renseignements au bénéfice des services allemands en 1939 (août-novembre 1947).
- S.6.5       **Correspondances diverses de particuliers** (dont demandes de visas) (1947-1959).
- S.9.5       **Criminels de guerre et collaborateurs** : documents d'enquête relatives aux individus soupçonnés (s/d : criminels et collaborateurs français recherchés en Italie) (novembre 1945-juin 1953).

**2 Documents extraits des cartons 372QO/101 à 300. –**

**1948-1959**

- S.23.7     **7<sup>e</sup> Assemblée générale des Nations Unies** : demande d'inscription du groupe afro-asiatique de la politique discriminatoire de l'Afrique du Sud (10 octobre 1952).
- S.26.4     **Anciennes colonies italiennes** : rapport sur le sort des territoires, et tentative italienne auprès de l'Égypte pour la tutelle sur la Somalie (14 octobre 1948).
- S.30.3     **Guerre de Corée** : télégrammes diplomatiques et rapports (juillet 1950-mars 1954).
- S.31.5     **Liban** : rapport des observateurs de l'ONU, 1<sup>er</sup> août 1958.
- Assemblée générale des Nations Unies :**
- S.50.1.4    **Notes sur la composition de délégations** : Belgique, Égypte, Suède, Royaume-Uni, Grèce, États-Unis et Chine, et pays d'Extrême-Orient (septembre 1948-avril 1949).
- S.50.1/8    **Composition de la délégation uruguayenne** (8 octobre 1952).
- S.50.1/15   **Vice-présidence de l'Assemblée de l'ONU** : soutien marocain à la candidature de la Turquie (15 septembre 1959).
- Conseil de Sécurité des Nations Unies :**
- S.50.2.2    **Candidature du Liban** : appui du Venezuela à la candidature libanaise (13 septembre 1952).

**Nations Unies et organisations internationales**  
**Secrétariat des Conférences : documents réservés**  
**1945-1959**

372QOSUP

- S.50.2.3      **Candidature de la Chine communiste, position de la France à l'ONU :** pressions pour l'admission de la Chine communiste au Conseil de sécurité (février-mars 1950).
- S.50.2.3      **Délégation de la RAU :** enquête sur le nouveau chef de la délégation égyptienne auprès des Nations Unies (18 juillet 1959).
- S.50.2/A      **Affaires portées devant le Conseil de Sécurité :**
- S.50.2/A.2      **Espagne :** rapport de la Fédération espagnole des déportés politiques, sur les camps d'internements franquistes (1950).
- S.50.2/A.71      **Grèce :** étude sur les enfants grecs raflés et leur hébergement dans les démocraties populaires de l'Est (5 avril 1950).
- S.50.2/A8      **Indonésie :** activités indésirables des États Unis dans le pays (12 avril 1949).
- S.50.2/A13      **Palestine :** rapports sur les différentes positions ; s/d Azcaráte : demande de résidence française de Pablo de Azcárate, ancien secrétaire à la Commission des Nations Unies pour la Palestine (juin 1948-avril 1957).
- S.50.2/A16      **Berlin :** manifeste Trygve Lie-Evatt (*respectivement président de l'Assemblée générale, et Secrétaire général des Nations Unies*) (26 novembre 1948).
- S.50.2/A25      **Crise du canal de Suez :** questionnaires renseignés et procès-verbaux d'audition de ressortissants français rapatriés d'Egypte (2 dossiers, novembre-décembre 1956).
- non coté      **OIT :** discussion sur la présidence de l'organisation (29 avril 1957).
- non coté      **Désarmement :** mémoire explicatif relatif à l'initiative d'une convention sur le désarmement proposée par l'URSS (30 septembre 1954).

**3 Documents extraits des cartons 372QO/301 à 410. –**

**1946-1959**

- S.50.3.21      **Comité intergouvernemental pour les migrations européennes :** recrutement d'agents français par le secrétariat du comité (10 novembre 1954).
- S.50.3.3      **Bureau international du Travail (BIT), Genève :** correspondances relatives à des candidatures ou occupation de postes (décembre 1946-avril 1957).
- S.50.3.4/D      **Organisation mondiale de la Santé (OMS) :** candidatures françaises (juin 1948-décembre 1959).  
*Dossier partiellement communicable.*
- S.50.3.8.4      **Algérie :** affaire Henri Salem dit Alleg (plainte pour torture subies après son arrestation, août 1957-mai 1958) ; affaire Djamil Bouhired (attentats d'Alger, condamnation et grâce, juillet 1957-avril 1958).

**Nations Unies et organisations internationales**  
**Secrétariat des Conférences : documents réservés**  
**1945-1959**

372QOSUP

- S.50.3.8.7(5) **Commission des stupéfiants<sup>3</sup>** : rapports de saisies de produits stupéfiants concernant les autorités françaises (avril 1947-octobre 1959).  
*Dossier partiellement communicable.*

- S.50.3.8.11 **Secrétariat de la Commission économique pour l'Asie et l'Extrême-Orient (CEAEO)** : candidatures françaises et personnel de la commission (mai 1947-novembre 1959) ; cas du personnel indochinois dans les services des Nations Unies (mai-juillet 1948).

**4 Documents extraits des cartons 372QO/450 à 514. –**

**1946-1956**

- S.50.4.2 **Portugal** : mouvement de reconnaissance des droits des indigènes dans les provinces portugaises d'outre-mer (mai-juin 1952).
- S.50.4.2.5 **Algérie** : base de l'Armée de libération nationale (ALN) à Tripoli (septembre 1956).
- S.50.4.2.7 **Togo français** : projet de trusteeship (janvier 1947).
- Conseil économique et social de l'ONU (ECOSOC), affaires diverses :**
- S.50.3.8/A4 **Traite des êtres humains** : rapports annuels (avril 1946-février 1949).
- S.50.3.8/A17.32 **Tunisie et Maroc** : plaintes pour violation de libertés syndicales (décembre 1952-août 1953).
- non coté* **Tunisie** : position du Brésil, et réflexion sur une contre-propagande française (27 mai 1952).
- non coté* **Union des Populations du Cameroun (UPC)** : renseignements sur l'activité du mouvement après sa dissolution (6 octobre 1955).

**5-9 Documents extraits des cartons 372QO/542 à 570 : Algérie**

**5 Cartons 372QO/542 à 561. –**

**1954-1959**

- S.50.4.2.7 **Documents de propagande du MNA<sup>4</sup> et du FLN** : rapport à l'ONU lors de la 11<sup>e</sup> session de l'Assemblée générale (janvier 1957).
- S.50.4.2.7 **Rapports sur l'Algérie** (dont s/d FLN : fiches individuelles des dirigeants du mouvement) (mai 1956-mai 1959).
- S.50.4.2.7 **Mouvement pour le triomphe des libertés démocratiques (MTLD)** : brochure *Notice de documentation de contre-ingérence politique du MTLD-PPA et l'évocation de la question algérienne à l'ONU* (juin 1954).

---

<sup>3</sup> Commission du Conseil économique et social de l'ONU (ECOSOC).

<sup>4</sup> Mémoire du MNA intitulé *Crimes contre l'Algérie* (1957).

**Nations Unies et organisations internationales**  
**Secrétariat des Conférences : documents réservés**  
**1945-1959**

**372QOSUP**

*non coté*      **Dossier Atrocités commises par les hors la loi et terroristes de novembre 1954 à fin août 1955** (avec photos).

*non coté*      **Dossier FLN préparé pour la 14<sup>e</sup> session de l'Assemblée générale de l'ONU** : atrocités ; jugements et exécutions sommaires ; menaces de mort ; listes d'exécutions dressées par le FLN ; documents divers (1956-1959).

*non coté*      **FLN** : rapports et informations ; question algérienne à l'ONU (octobre 1955-octobre 1958).

**6      Cartons 372QO/562 à 566. –**

**1957-1959**

*S.50.4.2.7*      **Lettre de réfugiés algériens au Maroc adressée au Secrétaire général de l'ONU** (juin 1957).

*non coté*      **La CISL<sup>5</sup> et la situation syndicale en Algérie** (juin 1957).

*non coté*      **« Animateurs de la rébellion algérienne »** : brochure de documentation en 5 volumes de notices nominatives (classement alphabétique : A à K) (décembre 1959).

**7      Carton 372QO/567. –**

**1957-1958**

*S.50.4.2.7*      **Aspects militaires de l'aide tunisienne à la rébellion algérienne, 1<sup>er</sup> janvier-début août 1957, mise à jour le 15 février 1958** : synthèses ; renseignements ; faits ; documents.

*S.50.4.2.7*      **Ingérences tunisiennes en Algérie** : études et documents de l'état-major mixte des Armées (preuves de l'ingérence tunisienne) (1957-1958).

**8      Cartons 372QO/568 et 569. –**

**1957-1959**

*S.50.4.2.7*      **Aspects militaires de l'aide marocaine à la rébellion algérienne, 1<sup>er</sup> janvier-début août 1957** : synthèses ; renseignements (participation active d'autorités ou organisations marocaines ; tolérance des activités rebelles) ; faits et indices ; documents.

*S.50.4.2.7*      **Ingérence marocaine dans le conflit algérien** : documents de l'état-major mixte des Armées (preuves de l'ingérence marocaine) (janvier 1957-novembre 1958).

---

<sup>5</sup> Confédération internationale des syndicats libres (CISL).

**Nations Unies et organisations internationales**  
**Secrétariat des Conférences : documents réservés**  
**1945-1959**

372QOSUP

- S.50.4.2.7* **Aide extérieure à la rébellion algérienne et contacts du FLN avec les pays et mouvements communistes, 1958-1959** : aide en matériel de guerre ; aide pour l'instruction militaire ; facilités accordées pour l'implantation des bandes rebelles en Tunisie, au Maroc et en Libye ; aide financière ; aide morale et humanitaire ; aide pour la formation de cadres civils ; implantation du gouvernement provisoire de la République algérienne et représentation du FLN à l'étranger ; contacts du FLN avec les pays et mouvements communistes.

**9 Cartons 372QO/569 et 570. –**

**1956-1957**

- S.50.4.2.7* **Contrôle des navires étrangers, affaire ATHOS** : saisie d'un navire égyptien avec une cargaison d'armement, procédure du tribunal militaire (octobre 1956).  
*Dossier réservé.*
- S.50.4.2.7* **Affaire Ben Bella, déroutement de l'avion du FLN par la France<sup>6</sup>** : notes et correspondances (octobre-novembre 1956) ; commission d'enquête et de conciliation franco-marocaine (octobre 1956-décembre 1958) ; dossier d'instruction (octobre 1956).  
*Dossier réservé.*
- non coté* **La Fédération démocratique internationales des Femmes et la répression en Algérie** : mémorandum à l'ONU (octobre 1957).
- non coté* **Le problème algérien** : brochure éditée à Moscou (traduite en français) (octobre 1957).

**10 Documents issus des cartons 372QO/572 à 635. –**

**1946-1959**

- non coté* **Tunisie, évènements du Cap Bon de janvier-février 1952** : comptes rendus de missions et d'enquêtes.
- Fonctionnement de l'ONU :**
- S.50.8.1* **Siège de l'ONU à New York, East River, affaire Le Corbusier** : différend entre l'ONU et l'architecte français sur l'élaboration des plans de construction du siège (février 1947-janvier 1949).
- S.50.9.1* **Secrétaire général de l'ONU, succession de Trygve LIE<sup>7</sup>** : mémoire sur la candidature de Gunnar MYRDAL<sup>8</sup> (avril 1950).

---

<sup>6</sup> Interception par la France, le 22 octobre 1956, d'un avion d'Air Atlas-Air Maroc transportant plusieurs dirigeants du FLN à destination de la Tunisie : Ahmed Ben Bella, Hocine Aït Ahmed, Mostefa Lacheraf, Mohamed Khider et Mohamed Boudiaf.

<sup>7</sup> Trygve Lie (1896-1968), ministre des Affaires étrangères de Norvège, est le premier secrétaire général de l'ONU, du 1<sup>er</sup> février 1946 au 10 novembre 1952. Le suédois Dag Hammarskjöld lui succède à ce poste le 10 avril 1953.

<sup>8</sup> Gunnar Myrdal (1898-1987), économiste suédois spécialiste de questions sociales (résorption du chômage et de la pauvreté, démographie, logement), est député avant-guerre au Riksdag, et ministre du Commerce extérieur dans le gouvernement de Tage Erlander de 1945 à 1947. En 1950 il est le secrétaire exécutif de la Commission économique pour l'Europe (ECE en anglais), créée par l'ONU en décembre 1946.

**Nations Unies et organisations internationales**  
**Secrétariat des Conférences : documents réservés**  
**1945-1959**

**372QOSUP**

**Personnel de l'ONU :**

*S.50.10* **Épuration au sein du personnel de l'ONU :** note sur les recommandations du Comité Walters et le renvoi de membres de la délégation française (août 1949).

*S.50.10.5* **Accusation d'espionnage portée contre le personnel des Nations Unies :** suspicion d'espionnage communiste (c. 1952-1953).

**Demandes de réparation des dommages subis au service des Nations Unies :**

*S.50.10.8* **Palestine, explosion de Shejara le 6 juillet 1948 :** dossiers particuliers des commandants René de LABARRIÈRE, médiateur pour la Palestine décédé dans l'explosion (mai 1947-juin 1954), et DU MOUSTIER DE CANCHY, observateur des Nations Unies blessé à Shejara (juillet 1948-février 1954).

*S.50.10.8* **Grèce :** dossiers particuliers des lieutenants-colonels Gérard MAURY, observateur militaire en Grèce blessé en 1949 (juillet 1949-février 1953), et René GUILLOCHON, observateur de l'ONU blessé à la frontière gréco-bulgare le 6 avril 1950 (août 1949-février 1959).

**Affaires atomiques :**

*S.50.13* **Bulletin d'information :** affaires atomiques au Royaume-Uni, Norvège, Uruguay, Maroc, Algérie, France (octobre 1946).

*S.50.13.D* **Agence internationale de l'Énergie atomique (AIEA) :** candidatures françaises au secrétariat de la commission préparatoire de l'AIEA (janvier-août 1957).